



**IRDA PARIS**

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Mercredi 4 janvier 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
198<sup>e</sup> année  
29 décembre 2022  
n° 44 / 7977<sup>e</sup>  
pages 2289 à 2360



## ÉDITORIAL

2289 Pasolini et la justice italienne, *Franck Laffaille*

## ACTUALITÉS

- 2293 Preuve (aveu) : manifestation non équivoque de volonté  
2294 Extradition (Russie) : portée de l'exclusion du Conseil de l'Europe  
2297 Avocat (secret des correspondances) : relations avec les proches du client

## POINT DE VUE

2299 L'abandon des risques de l'exploitation comme limite à la responsabilité du salarié, *Florence Millet*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation :
- 2308 Troisième chambre civile, *Bénédicte Djikpa, Ludovic Jarlet, Anne-Claire Schmitt et Jean-François Zedda*  
2320 Chambre commerciale, *Stéphanie Barbot, Clotilde Bellino et Charlotte de Cabarrus*  
2330 **Panorama** : Arbitrage et modes amiables de règlement des conflits, *Thomas Clay*  
2349 **Notes** : Le billet fourni par l'organisateur de voyages : une protection en cas de vol avec correspondance(s), *note sous CJUE 6 oct. 2022, Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier*  
2353 La singularité de l'action en recouvrement des créances cédées au fonds commun de titrisation, *note sous Com. 15 juin 2022, Ariane Gaillard*  
2357 La recherche en droit à l'obscure clarté du crédit impôt recherche, *note sous CE 14 oct. 2022, Frédéric Douet*

## ENTRETIEN

2360 Laura El Makki, Nathalie Wolff, Elsa Oriol et Pancho – Des hommes, des femmes, nos libertés



Version numérique incluse\*



322244



**DALLOZ**

Lefebvre Dalloz

# Recueil Dalloz

31/35 rue Froidevaux  
75685 PARIS CEDEX 14  
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66  
Fax 01 40 64 54 66  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,  
SÉVILIE FAYE

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HELENE HOCH

## CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVAUQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

## DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALIE DEUMIER

## RÉDACTION

### - DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

### - RÉDACTION

Maelle HARSOUËT DE KERAVEL (5379)

### - CHEFS DE RUBRIQUES

Banque - Crédit - Garantie Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat - Responsabilité Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

### - ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1<sup>er</sup> secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

### ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Yvette NAY, *Directrice*

80 avenue de la Mame - 92541 Montrouge Cedex

Fax : 01 41 48 47 92 - ventes@dalloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTIER, *Responsable*

Tél. : 01 41 05 29 62

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Étranger : 1 016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835

N° CPPAP 1022 T 82206 (en cours de renouvellement)

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Décembre 2022

### Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz,

10 place des Vosges, 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550

Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z

TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

Ce numéro contient un supplément  
« Tables annuelles 2022 »

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Franck Laffaille

2289 Pasolini et la justice italienne

## ACTUALITÉS

### 2292 DROIT DES AFFAIRES

#### Contrat d'affaires

Transport maritime (abordage) :  
condition d'absence d'amarrage,  
Com. 14 déc. 2022

#### Entreprise en difficulté

Liquidation judiciaire (exploitation agricole) :  
décision de fin d'activité, Com. 14 déc. 2022

#### Conciliation (conciliateur) :

fixation de la rémunération, Com. 14 déc. 2022

#### Nullités (période suspecte) :

honoraires d'assistance et de conseil,  
Com. 14 déc. 2022

### 2293 DROIT CIVIL

#### Contrat-Responsabilité-Assurance

Preuve (aveu) : manifestation non équivoque  
de volonté, Civ. 2<sup>e</sup>, 8 déc. 2022

### 2294 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

#### Procédure pénale

Extradition (Russie) : portée de l'exclusion  
du Conseil de l'Europe, Crim. 13 déc. 2022

Procès équitable (condamnation) : pièces

d'une procédure distincte, Crim. 14 déc. 2022

### 2295 DROIT PUBLIC

#### Droit administratif

Étranger (rétention administrative) :  
présentation d'un document d'identité périmé,  
Civ. 1<sup>er</sup>, 14 déc. 2022

### 2296 DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

#### Droit du travail

Procédure prud'homale (défenseur syndical) :

droit d'accès au juge, Civ. 2<sup>e</sup>, 8 déc. 2022

Procédure prud'homale (défenseur syndical) :

égalité des armes, Civ. 2<sup>e</sup>, 8 déc. 2022

### 2297 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

#### Procédure civile

Appel civil (conclusions) : dépôt  
par voie électronique, Civ. 2<sup>e</sup>, 8 déc. 2022

#### Profession juridique et judiciaire

Avocat (secret des correspondances) : relations  
avec les proches du client, Crim. 13 déc. 2022

#### Voie d'exécution

Saisie de valeurs mobilières : société civile

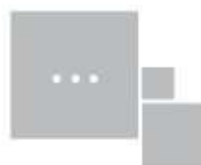
de placement immobilier, Civ. 2<sup>e</sup>, 8 déc. 2022

Saisie immobilière (hypothèque) : dettes à la

charge du tiers acquéreur, Civ. 2<sup>e</sup>, 8 déc. 2022

Le prochain numéro du Recueil  
paraîtra le 12 janvier 2023





## POINT DE VUE

2299

L'abandon des risques de l'exploitation comme limite à la responsabilité du salarié par Florence Millet



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

2301

Mobiles et motifs : comparaison de droit civil et de droit pénal par Simon Husser

### CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

2308

Troisième chambre civile par Bénédicte Dijkpa, Ludovic Jariel, Anne-Claire Schmitt et Jean-François Zedda

2320

Chambre commerciale par Stéphanie Barbot, Clotilde Bellino et Charlotte de Cabarrus

### PANORAMA

2330

Arbitrage et modes amiables de règlement des conflits décembre 2021 – décembre 2022 par Thomas Clay

### NOTES

2349

Le billet fourni par l'organisateur de voyages : une protection en cas de vol avec correspondance(s), note sous C.JUE 6 oct. 2022 par Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier

2353

La singularité de l'action en recouvrement des créances cédées au fonds commun de titrisation, note sous Com. 15 juin 2022 par Ariane Gailliard

2357

La recherche en droit à l'obscurité du crédit impôt recherche, note sous CE 14 oct. 2022 par Frédéric Douet



## ENTRETIEN

2360

Laura El Makki, Nathalie Wolff, Elsa Oriol et Pancho – Des hommes, des femmes, nos libertés

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également votre revue numérique sur [Dalloz-Revue.fr](http://Dalloz-Revue.fr)

DOCTRINE

683

Rome II et la responsabilité délictuelle transfrontière : une nécessaire refonte

Symeon C. Symeonides

# Rev. crit. DIP

Revue critique  
de droit international privé

JURISPRUDENCE

719

La nationalité de l'enfant né d'une gestation pour autrui

Fabien Marchadier

730

La bigamie de droit ou de fait constitue un obstacle à l'acquisition de la nationalité française par mariage

Élise Ralser

749

Action collective pour la défense de l'environnement, mesure d'instruction *in futurum*, dans un contexte international

Marie-Laure Niboyet

ref : 542204



DALLOZ

Lefebvre Dalloz

## ÉDITORIAL

### *Journey to Europa...*

Horatia Muir Watt, Dominique Bureau et Sabine Corneloup..... 679

## DOCTRINE

### Rome II et la responsabilité délictuelle transfrontière : une nécessaire refonte

Symeon C. Symeonides ..... 683

Retrouvez cet article en anglais sur Dalloz.fr



## JURISPRUDENCE

### Nationalité

La nationalité de l'enfant né d'une gestation pour autrui -

CEDH, déc., 9 déc. 2021, n° 56844/15 et 56849/15

note Fabien Marchadier.....p. 719

La bigamie de droit ou de fait constitue un obstacle à l'acquisition de la nationalité française par mariage -

Civ. 1<sup>re</sup>, 12 janv. 2022, n° 20-50.036

note Élise Ralser.....p. 730

### Conflits de lois

Action collective pour la défense de l'environnement, mesure d'instruction *in futurum*, dans un contexte international -

Civ. 1<sup>re</sup>, 29 mars 2022, n° 20-22.444

note Marie-Laure Niboyet.....p. 749

Qu'est-ce que la loi du for au sens du règlement Rome III ? -

Civ. 1<sup>re</sup>, 26 janvier 2022, n° 20-21.542

note Estelle Gallant.....p. 758

Le contrôle d'un jugement européen, entre loi de police, révision et ordre public international -

Civ. 1<sup>re</sup>, 15 juin 2022, n° 20-23.115

note Dominique Bureau.....p. 764

### Conflits de juridictions

Retour sur l'opposabilité de la clause attributive de juridiction figurant dans une lettre de transport maritime -

Com. 20 oct. 2021, n° 20-14.275

note Fabienne Jault-Seseke.....p. 775

Résidence habituelle d'un époux au sens du Règlement « Bruxelles II bis » -

CJUE, 3<sup>e</sup> ch., 25 nov. 2021, aff. C-289/20

note Samuel Fulli-Lemaire.....p. 783

Le domaine des fors protecteurs en matière d'assurances en cas d'action de la personne lésée contre l'assureur et contre l'assuré -

CJUE, 8<sup>e</sup> ch., 9 déc. 2021, aff. C-708/20

note Amélie Benoistel.....p. 798

Cyberdélinquance : nouvelle avancée du critère du centre des intérêts de la victime ? -

Com. 16 mars 2022, n° 20-22.000

note Yves El Hage.....p. 807

## ÉCLAIRAGES

Sur l'adhésion de l'Union européenne à la convention de la Haye du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale

note Yves El Hage.....p. 819





**DALLOZ**

Lefebvre Dalloz

## JURISPRUDENCE

### Cession d'actions

Perpétuité et détermination  
du prix dans les pactes d'asso-  
ciés : l'inégale souplesse du  
droit commun des contrats  
Com. 21 septembre 2022,  
note Gilles Pillet p. 23

### Sociétés unipersonnelles

Décès du gérant et associé  
unique : qu'advient-il  
de l'EURL ?  
Com. 22 juin 2022,  
note Bruno Dondero p. 28

### Droit patrimonial des sociétés

La revendication de la  
qualité d'associé : l'article  
1832-2 du code civil n'a pas  
livré tous ses mystères  
Com. 21 septembre 2022,  
note Arnaud Reygrobellet p. 35

### Droit pénal des sociétés

Abus de biens sociaux : la  
nécessité de caractériser l'exis-  
tence d'un « intérêt personnel »  
Crim. 7 septembre 2022,  
note Haritini Matsopoulou p. 40

### Droit fiscal des sociétés

Les visites domiciliaires fiscales  
à l'épreuve de la technologie  
Cons. const. 11 mars 2022,  
note Delphine Ravon p. 45

# REVUE DES SOCIÉTÉS

Janvier 2023 - n° 1

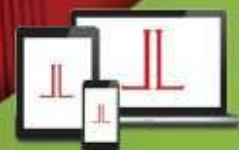
## ÉTUDE

L'agrément en droit des sociétés :  
plaidoyer pour une réforme générale  
Armel Le Ruyet p. 7

## CHRONIQUES

### Chronique de droit des marchés financiers

Pierre-Henri Conac,  
Bénédicte François,  
Anne-Catherine Muller  
et Johan Prorok p. 53



Version numérique incluse\*



**Actualités** \_\_\_\_\_ **2**

par Bénédicte François

**Étude** \_\_\_\_\_ **7**

L'agrément en droit des sociétés : plaidoyer pour une réforme générale  
Armel Le Ruyet \_\_\_\_\_ 7

**Jurisprudence** \_\_\_\_\_ **20**

**Sociétés en général**

La clause « Sanctions » s'analyse en une exclusion de garantie et doit en respecter le formalisme à peine de nullité  
Note sous Paris, 21 juin 2022  
note Alexandra Cohen-Jonathan \_\_\_\_\_ 20

**Cession d'actions**

Perpétuité et détermination du prix dans les pactes d'associés : l'inégale souplesse du droit commun des contrats  
Note sous Com. 21 sept. 2022  
note Gilles Pillet \_\_\_\_\_ 23

**Sociétés unipersonnelles**

Décès du gérant et associé unique : qu'advient-il de l'EURL ?  
Note sous Com. 22 juin 2022  
note Bruno Dondero \_\_\_\_\_ 28

**Sociétés par actions**

Admission de la rémunération d'un apport en nature par des BSA  
Note sous Paris, 17 févr. 2022  
note Jean-Marc Moulin \_\_\_\_\_ 31

**Droit patrimonial des sociétés**

La revendication de la qualité d'associé : l'article 1832-2 du code civil n'a pas livré tous ses mystères  
Note sous Com. 21 sept. 2022  
note Arnaud Reygrobellet \_\_\_\_\_ 35

**Droit pénal des sociétés**

Abus de biens sociaux : la nécessité de caractériser l'existence d'un « intérêt personnel »  
Note sous Crim. 7 sept. 2022  
note Haritini Matsopoulou \_\_\_\_\_ 40

**Entreprises en difficulté**

En bref  
Comblement de passif et surendettement du dirigeant social  
Civ. 2<sup>e</sup>, 29 sept. 2022 \_\_\_\_\_ 44

**Droit fiscal des sociétés**

Les visites domiciliaires fiscales à l'épreuve de la technologie  
Note sous Cons. const., 11 mars 2022  
note Delphine Ravon \_\_\_\_\_ 45

**Droit social et sociétés**

Les consultations ponctuelles et récurrentes du CSE : des obligations indépendantes  
Note sous Soc. 21 sept. 2022 (2 arrêts)  
note Pascale Lagesse & Valentino Armillei \_\_\_\_\_ 49

**Chronique de droit des marchés financiers** \_\_\_\_\_ **53**

par Pierre-Henri Conac, Bénédicte François, Anne-Catherine Muller, Johan Prorok

La rédaction de la Revue des sociétés souhaite à ses lecteurs  
une excellente année

**2023**





### À LA UNE

**Question d'actualité** - La CJUE invalide l'accès du grand public aux informations sur les bénéficiaires effectifs

26

**Question pratique** - La confidentialité des comptes annuels dans les groupes de sociétés

31

**Sociétés** - Cession de droits sociaux : jusqu'où va la garantie d'éviction due par le cédant ?

4

### COMMENTAIRE

## DIGITAL SERVICES ACT : LE NOUVEAU RÈGLEMENT EUROPÉEN SUR LES SERVICES NUMÉRIQUES

Tour d'horizon du règlement sur les services numériques applicable à compter du 17 février 2024

19



[www.efl.fr](http://www.efl.fr)



EDITIONS  
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



## Sociétés

- 4 - Garantie d'éviction en cas de cession de droits sociaux
- 5 - Clauses d'exclusion dans les SAS
- 5 - Cession de l'usufruit de droits sociaux
- 6 - Désignation des représentants des salariés au conseil de surveillance

## Bourse

- 7 - Diffusion de fausses informations sur un projet industriel

## Entreprise en difficulté

- 7 - Contrat en cours à l'ouverture de la procédure collective
- 8 - Responsabilité de l'administrateur ayant tardé à résilier un contrat en cours
- 9 - Prescription de l'action en sanction personnelle
- 10 - Déclaration irrégulière d'une créance d'intérêts

## Contrats

- 10 - Règlement des comptes entre les parties après annulation d'une vente
- 11 - Qualification d'un acte de commerce

## Finances de l'entreprise

- 12 - Manquement du prêteur à son devoir de mise en garde
- 12 - Motif de la rupture d'une ouverture de crédit
- 13 - Appréciation de la faculté contributive de l'emprunteur

## Biens de l'entreprise

- 14 - Covid-19 et loyers commerciaux

## Concurrence

- 15 - Méconnaissance d'engagements dans le cadre d'une opération de concentration
- 16 - Validité de la procédure d'engagements devant l'Autorité de la concurrence

## Consommation

- 17 - Sanction en cas de loterie commerciale trompeuse

## Et aussi...

- 17 - Juge compétent en cas de litige dans l'UE ayant plusieurs fondements
- 18 - Responsabilité du gestionnaire du réseau d'électricité en cas de dommages causés par la surtension

## Commentaire

- 24 - Rapport AMF 2022 sur la gouvernance des sociétés cotées

## Question d'actualité

- 26 - La CJUE invalide l'accès du grand public aux informations sur les bénéficiaires effectifs

## Question pratique

- 31 - La confidentialité des comptes annuels dans les groupes de sociétés

## Veille

- 35 - Veille fiscale et sociale



## COMMENTAIRE



19

**DIGITAL SERVICES ACT :  
LE NOUVEAU RÈGLEMENT EUROPÉEN  
SUR LES SERVICES NUMÉRIQUES**

## L'essentiel de l'actualité

### **Un contrat à durée perpétuelle n'est pas nul**

Cass. com. 21-9-2022 n° 20-16.994 F-B : Décisions 2

Les engagements perpétuels ne sont pas sanctionnés par la nullité du contrat mais chaque contractant peut y mettre fin à tout moment, sous réserve de respecter le délai de préavis contractuellement prévu ou, à défaut, un délai raisonnable.

### **Action en responsabilité contre le vendeur ayant manqué à son obligation de conseil : prescription**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 26-10-2022 n° 21-19.900 FS-B : Décisions 18

L'acquéreur d'un immeuble en Vefa peut agir en responsabilité contre son vendeur pour manquement à son obligation d'information et de conseil dans un délai de cinq ans à compter de la réalisation du dommage ou de la date à laquelle il est révélé à l'acquéreur si ce dernier établit qu'il n'en a pas eu auparavant connaissance.

### **La garantie légale de conformité ne s'applique pas au contrat d'entreprise**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 12-10-2022 n° 20-17.335 FS-B : Décisions 23

La garantie légale de conformité prévue par le Code de la consommation ne s'applique pas au contrat de vente et d'installation de matériaux lorsque le consommateur a commandé un travail spécifique destiné à répondre à ses besoins particuliers.

### **Affecter à un associé toutes les pertes constatées à la fin d'un exercice n'est pas léonin**

CE 18-10-2022 n° 462497 : Décisions 26

N'est pas léonine la décision adoptée à l'unanimité des associés d'une société civile réunis en assemblée d'attribuer aux seuls minoritaires la totalité des pertes constatées à la clôture de l'exercice.

### **Révocation d'un dirigeant de SAS : un acte extrastatutaire ne peut pas déroger aux statuts**

Cass. com. 12-10-2022 n° 21-15.382 F-B : Décisions 35

Les modalités de révocation du directeur général d'une SAS sont déterminées par les statuts, un acte extrastatutaire ne pouvant pas y déroger mais uniquement les compléter.



## **Une clause d'exclusion d'un associé de société à capital variable peut ne pas en préciser les motifs**

Cass. com. 9-11-2022 n° 21-10.540 FS-B : Décisions 37

Est valable une clause des statuts d'une société à capital variable qui stipule que tout associé peut être exclu pour justes motifs quand bien même cette clause ne précise pas les motifs d'exclusion.

## **Survie d'un cautionnement en cas de caducité de l'accord de conciliation**

Cass. com. 26-10-2022 n° 21-12.085 FS-B : Décisions 39

La banque qui consent, dans le cadre d'un accord de conciliation, un prêt garanti par un cautionnement peut poursuivre en paiement la caution malgré la caducité de l'accord provoquée par l'ouverture d'une procédure collective contre le débiteur.

## **Les créances nées après l'arrêté du plan de redressement relèvent du droit commun**

Cass. com. 26-10-2022 n° 21-13.474 F-B : Décisions 45

Les créances nouvelles, nées après l'arrêté d'un plan de redressement du débiteur remis à la tête de ses biens, sont soumises au droit commun. Tel est le cas de la créance de restitution née de la cassation, après l'adoption du plan, d'un arrêt en vertu duquel le débiteur a reçu un paiement.

## **Un acheteur peut bénéficier des CGV catégorielles dont il se rapproche le plus**

Cass. com. 28-9-2022 n° 19-19.768 FS-B : Décisions 54

En cas de litige sur l'application de conditions générales de vente catégorielles (CGV), les juges du fond doivent déterminer de quelle catégorie l'acheteur de produits ayant demandé la communication de ces CGV se rapproche le plus.

# Contrats Concurrence Consommation, n° 1 du 01 janvier 2023

---

## Sommaire du numéro

### Repère

GAMING

[L'industrie du gaming, nouveau laboratoire d'expérimentation antitrust](#)

N° 1 - Par David BOSCO

### Alertes

FOCUS | CROWDFUNDING

[Financement participatif : les nouvelles perspectives](#)

N° 1 - Par Florence DE MAUPEOU

VEILLE | DÉMARCHAGE TÉLÉPHONIQUE

[Démarchage téléphonique : Lutte contre la fraude au CPF et interdiction du démarchage abusif : la proposition de loi définitivement adoptée par le Parlement](#)

N° 2

VEILLE | CHARGEUR UNIVERSEL

[La directive instaurant le chargeur universel est publiée](#)

N° 3

VEILLE DES TEXTES | CONSOMMATION

[Du 27 octobre au 25 novembre 2022](#)

N° 4

### Étude

CONCURRENCE DÉLOYALE

[Concurrence déloyale et parasitisme dans le secteur de la mode](#)

N° 1 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

### Commentaires

CONTRATS | DOL

[Où il est question de manoeuvres dolosives sur la valeur du bien et sa rentabilité à l'occasion d'un investissement immobilier locatif avec défiscalisation](#)

N° 1 - Par Laurent LEVENEUR

CONTRATS | OPPOSABILITÉ DU CONTRAT

[Où un tiers se voit reprocher de ne pas avoir respecté la situation juridique créée par un contrat de distribution exclusive](#)

N° 2 - Par Laurent LEVENEUR

CONTRATS | VENTE INTERNATIONALE DE MARCHANDISES

## **Vente internationale de marchandises : La Convention de Vienne ne traite pas de la prescription de l'éventuelle action en justice de l'acheteur après que celui-ci a dénoncé un défaut de conformité dans le délai de deux ans**

N° 3 - Par Laurent LEVENEUR

CONTRATS | ARBITRAGE INTERNATIONAL

## **Clause compromissoire pour un arbitrage international : désignation des arbitres par le centre d'arbitrage ou le juge d'appui lorsque les parties ne s'accordent pas sur les modalités de constitution du tribunal arbitral**

N° 4

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

## **Découverte de la faute grave après rupture du contrat**

N° 5 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL : FAUTE GRAVE

## **Droit à indemnité de l'agent**

N° 6 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DISTRIBUTION SÉLECTIVE

## **La présentation d'un site internet non agréé pratiquant des reventes hors réseau dans une émission télévisée engage-t-elle la responsabilité de la chaîne de télévision ?**

N° 7 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DISTRIBUTION EXCLUSIVE

## **Cession du fonds de commerce et transmission du contrat**

N° 8 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

## **Modification de la mission confiée à l'agent commercial**

N° 9 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

## **Droit à commission**

N° 10 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

## **Le demandeur de réparation peut obtenir une injonction judiciaire de produire une preuve créée ex novo par le défendeur**

N° 11 - Par David BOSCO

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ENTENTE

## **Calcul de l'amende : des conséquences du principe de proportionnalité sur les règles nationales de détermination du chiffre d'affaires**

N° 12 - Par David BOSCO

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONCENTRATION

## **Des conséquences civiles de l'inexécution d'un engagement**

N° 13 - Par David BOSCO

CONSUMMATION | CONTRAT DE FOURNITURE DE SERVICES

## **Remarques sur le délai d'exécution dans un contrat d'entreprise**



N° 14 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

**La convention d'honoraires d'un avocat est soumise à la législation sur les clauses abusives**

N° 15 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

**Indifférence à la bonne ou à la mauvaise foi du professionnel**

N° 16 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ

**Clauses abusives**

N° 17 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | CAUTIONNEMENT

**Cautionnement**

N° 18 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

**Formule**



CLAUSE DE MÉDIATION

**MARD : La clause de médiation ou de conciliation préalable à une action en responsabilité pour rupture brutale d'une relation commerciale établie**

N° 1 - Par Cyril NOBLOT

# Droit des sociétés, n° 1 du 01 janvier 2023

---

## Sommaire du numéro

### Repère

BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS

[À quand la fin de l'accès aux informations relatives aux bénéficiaires effectifs depuis le site internet <https://data.inpi.fr> ?](#)

N° 1 - Par Olympe DE BAILLIENCOURT

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

FOCUS | DEVOIR DE VIGILANCE

[Devoir de vigilance pour les grandes entreprises : le Conseil est prêt pour le trilogue](#)

N° 1

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AUTORISATION PRÉALABLE

[Procédure de délivrance de l'autorisation préalable à la prise de contrôle des sociétés possédant ou exploitant du foncier agricole](#)

N° 2

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

[Gouvernement d'entreprise et rémunération des sociétés cotées : l'AMF publie son rapport 2022](#)

N° 3

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMF

[Finance durable : l'AMF analyse les informations fournies par les sociétés cotées dans le cadre du reporting taxonomie](#)

N° 4

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INVESTISSEMENTS « VERTS »

[Des fonds étiquetés « Dark Green » européens avec beaucoup de nuances de gris](#)

N° 5

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES INNOVANTES

[Le Gouvernement veut encourager les entreprises innovantes à réaliser leur introduction en Bourse en France](#)

N° 6

[Consulter le PDF](#)

### Chronique

DROIT PATRIMONIAL DES SOCIÉTÉS

[Chronique de droit patrimonial des sociétés 2022](#)

N° 1 - Par Estelle NAUDIN et Fabrice COLLARD

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | CESSION DE DROITS SOCIAUX

### Cessions d'actions : un prix plafond n'est pas un prix déterminé

N° 1 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | PACTE D'ACTIONNAIRES

### De la durée d'un pacte d'actionnaires

N° 2 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | SOCIÉTÉ EN FORMATION

### Un mandataire désigné pour conclure les contrats pour le compte d'une société en formation ne peut la représenter

N° 3 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | INDIVISION

### Le mandataire judiciaire peut voter sans l'accord des indivisaires

N° 4 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE

### Petite leçon de construction grammaticale ou de l'importance du soin apporté à la rédaction des statuts

N° 5 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | FONDATION

### Les comptes d'une fondation relèvent de sa vie privée

N° 6 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SAS

### La constitutionnalité des dispositions relatives aux clauses d'exclusion en (quatre) questions

N° 7 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

### De la licéité de la clause d'exclusion pour justes motifs à celle de la clause d'exclusion ad nutum ?

N° 8 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | GOUVERNANCE

### Rapport 2022 du Haut Comité de gouvernement d'entreprise : quelques points d'amélioration attendus en matière de gouvernance

N° 9 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | CONTENTIEUX AMF

### Confirmation par le Conseil d'État de la décision de l'AMF sanctionnant BNP Paribas Securities Services au titre de manquements dans l'activité de transmission des instructions de vote de ses clients

N° 10 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | ACTION EN COMPLEMENT DE PASSIF

### Dirigeant de fait



N° 11 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | ACTION EN COMPLEMENT DE PASSIF

### [Dirigeant sous procédure collective](#)

N° 12 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | ACTION EN COMPLEMENT DE PASSIF

### [Procédure abusive](#)

N° 13 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | CESSATION DES PAIEMENTS

### [Report de la date](#)

N° 14 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | ABUS DE BIENS SOCIAUX

### [Le caractère protéiforme de l'abus de biens sociaux](#)

N° 15 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | CESSION DE DROITS SOCIAUX

### [Abattement fixe applicable pour la détermination de la plus-value de cession de titres d'une société par un dirigeant partant à la retraite](#)

N° 16 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | GROUPE DE SOCIÉTÉS

### [Territorialité de l'imposition des résultats des sociétés](#)

N° 17 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 1 du 09 janvier 2023

---

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

ÉDITO

#### [Y aura-t-il de la neige en février ?](#)

N° 1 - Par Wanda MASTOR

LES ACTEURS | AVOCATS

#### [Alain Jakubowicz, l'avocat du coupable](#)

N° 2 - Par Anaïs COIGNAC

LIBRES PROPOS | JUSTICE

#### [La pluie et le beau temps de Farid El Hairy](#)

N° 3 - Par Sahand SABER

APERÇUS RAPIDES | ASSURANCES

#### [LOPMI : un éclaircissement bienvenu sur la légalité de l'assurabilité des cyber-rançons](#)

N° 4 - Par Pierre LINAIS et Olivier LYON LYNCH

APERÇUS RAPIDES | SOCIÉTÉS PAR ACTIONS SIMPLIFIÉES

#### [La mise en cause de la constitutionnalité du dispositif légal régissant la clause d'exclusion statutaire dans la SAS : clap de fin](#)

N° 5 - Par Yann PACLOT

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | SAISIE IMMOBILIÈRE

#### [Subtilités en matière d'irrecevabilité](#)

N° 6 - Par Christian LAPORTE

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES

#### [La déchéance de garantie pour cause de mauvaise foi n'est pas disproportionnée en cas de fausses déclarations](#)

N° 7

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES

#### [Préjudice d'anxiété lié à l'exposition à l'amiante : la Cour de cassation admet le recours en garantie des employeurs responsables contre leurs assureurs](#)

N° 8

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ADOPTION

#### [Refonte formelle de l'adoption : entrée en vigueur des nouvelles dispositions le 1er janvier 2023](#)

N° 9

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

#### [Journal officiel du 15 décembre 2022 au 4 janvier 2023](#)

N° 10

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 25 décembre 2022**

N° 11

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | SUCCESSION-PARTAGE

**L'angle mort de l'exécution provisoire par le de cujus pour l'héritier acceptant à concurrence de l'actif net**

N° 12 - Par Claire LEVENEUR

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CRIMES ET DÉLITS

**Délit de concussion : rémunération induue par un élu local suffisamment expérimenté**

N° 13 - Par Jean-Marie BRIGANT

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CEDH

**Exécution des arrêts de la CEDH : nouvelle fiche thématique sur les crimes et les discours de haine**

N° 14

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 8 décembre 2022 au 4 janvier 2023**

N° 15

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 21 novembre au 11 décembre 2022**

N° 16

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

**Retranscription des déclarations de la personne déférée en l'absence de son avocat : du bon usage des réserves d'interprétation**

N° 17 - Par Cédric RIBEYRE

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

**Le recours aux drones validé pour la criminalité organisée !**

N° 18 - Par Philippe COLLET

AFFAIRES | POUVOIR D'ACHAT

**Loi « pouvoir d'achat » : plusieurs dispositions sont entrées en vigueur le 1er janvier 2023**

N° 19

AFFAIRES | ENTREPRISES

**Guichet unique électronique pour les formalités des entreprises : de nouvelles dispositions sont entrées en vigueur le 1er janvier 2023**

N° 20

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 15 décembre 2022 au 4 janvier 2023**

N° 21

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 25 décembre 2022**

N° 22

AFFAIRES | SOCIÉTÉ (EN GÉNÉRAL)

### [Exclusion d'associé, de la clause à la cause](#)

N° 23 - Par Jean-Jacques BARBIERI

SOCIAL | TRAVAIL

### [La loi « Marché du travail » est publiée](#)

N° 24

SOCIAL | SÉCURITÉ SOCIALE

### [Budget 2023 de la Sécurité sociale : la loi est publiée](#)

N° 25

SOCIAL | FORMATION

### [La loi de lutte contre la fraude au CPF et interdisant le démarchage abusif est publiée](#)

N° 26

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

### [Journal officiel du 15 décembre 2022 au 4 janvier 2023](#)

N° 27

SOCIAL | COUR DE CASSATION

### [Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 25 décembre 2022](#)

N° 28

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

### [Travailleurs itinérants : du temps de déplacement professionnel au temps de travail effectif](#)

N° 29 - Par Laurent DRAI

PUBLIC ET FISCAL | DOMAINE PUBLIC

### [Quand les contrats domaniaux font leur mue](#)

N° 30 - Par Philippe YOLKA

PUBLIC ET FISCAL | LOIS DE FINANCES

### [Publication de la loi de finances 2023](#)

N° 31

PUBLIC ET FISCAL | ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

### [Agrégation 2023 : modalités d'inscription dans la discipline droit privé et sciences criminelles](#)

N° 32

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

### [Journal officiel du 15 décembre 2022 au 4 janvier 2023](#)

N° 33

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

### [Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 5 au 25 décembre 2022](#)

N° 34

EN RÉGION | PROTECTION SOCIALE

### [Accident du travail : un différend d'ordre privé n'exclut pas totalement le lien avec le travail](#)

N° 35 - Par Julien MARROCHELLA

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

## L'université Paris-Panthéon-Assas : expérimentation, tradition et innovation

N° 36 - Par Stéphane BRACONNIER

### La Semaine de la doctrine

LA CHRONIQUE | CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

#### **Droit de la Convention européenne des droits de l'homme**

N° 37 - Par Frédéric SUDRE , Laure MILANO , Béatrice PASTRE-BELDA et Aurélia SCHAHMANECHÉ

### La Semaine du praticien

ÉTUDE | PROCÉDURE CIVILE

#### **Pour une orientation proactive et numérique du litige en procédure civile**

N° 38 - Par Valentin GARCIA

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

#### **Consécration de la communication électronique pénale via le RPVA**

N° 39

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

#### **Divorce par consentement mutuel : le CNB actualise son modèle de convention**

N° 40

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

#### **Mentions de spécialisation de l'avocat : simplification des candidatures**

N° 41

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

#### **Charge de travail des magistrats : première étape d'un référentiel national**

N° 42

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PRISONS

#### **Le premier Prix Goncourt des détenus décerné à Sarah Jollien-Fardel pour « Sa préférée »**

N° 43 - Par Florence CREUX-THOMAS

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | OPEN DATA

#### **Publication d'un comparatif sur l'open data des décisions de justice dans les États membres**

N° 44



# BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

## ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

### À LA UNE

#### SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

La constitutionnalité des clauses statutaires d'exclusion de SAS → PAGE 9

Edmond SCHLUMBERGER

#### SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

La prohibition des clauses léonines vue par le Conseil d'État → PAGE 38

Bruno DONDERO

#### DOCTRINE

Loi de finances 2023 → PAGE 55

Edouard de LAMY

Propositions françaises et européennes pour ouvrir le vote multiple aux sociétés entrant en bourse → PAGE 63

Alain PIETRANCOSTA

# SOMMAIRE

## DROIT COMMUN

BJS201o6 • **Disproportion du cautionnement et devoir de mise en garde : derniers soubresauts du droit antérieur** 6

Dimitri HOUTCIEFF – Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 sept. 2022, n° 21-14673, F–B

## SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

BJS201r0 • **La constitutionnalité des clauses statutaires d'exclusion de SAS** 9

Edmond SCHLUMBERGER – Cass. com., 12 oct. 2022, n° 22-40013, FS–B – Cons. const., QPC, 9 déc. 2022, n° 2022-1029

BJS201p8 • **L'attestation de la société cédée comme condition suspensive d'une cession de droits sociaux** 16

Didier PORACCHIA – CA Paris, 5-9, 6 oct. 2022, n° 20/12582

BJS201q3 • **Pacte d'actionnaires : clarification de la sanction du vice de perpétuité** 20

Thibaut MASSART – Cass. com., 21 sept. 2022, n° 20-16994, F–B

BJS201o3 • **Pas de distribution de dividendes par une AGO autre que celle approuvant les comptes !** 22

Bruno DONDERO – T. com. Paris, 16<sup>e</sup> ch., 23 sept. 2022, n° J2021000542

## SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

BJS201p3 • **Action sociale *ut singuli* et conflit d'intérêts : désignation obligatoire d'un mandataire *ad hoc*** 27

Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 9 nov. 2022, n° 20-19077, F–B

BJS201p1 • **Précisions quant aux conditions de désignation d'un mandataire *ad hoc* au sein d'une société** 29

Nadège JULLIAN – Cass. com., 21 sept. 2022, n° 20-21416, F–B

BJS201q0 • **La revendication de la qualité d'associé par le conjoint commun en biens** 31

Estelle NAUDIN – Cass. com., 21 sept. 2022, n° 19-26203, FS–B

BJS201p2 • **Des fautes du gérant sans préjudice social ni personnel pour les associés** 36

Rémi DALMAU – CA Paris, 5-9, 13 oct. 2022, n° 21/14687

BJS201q5 • **La prohibition des clauses léonines vue par le Conseil d'État** 38

Bruno DONDERO – CE, 8<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ch. réunies, 18 oct. 2022, n° 462497

BJS201p7 • **Fixation de la date d'évaluation des droits sociaux de l'associé retrayant et erreur grossière de l'expert** 41

Bernard SAINTOURENS – Cass. com., 9 nov. 2022, n° 20-20830, F–B

## AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS201q4 • **Cession dolosive du contrôle de sociétés comprenant un portefeuille de commissariat aux comptes** 45  
Jean-François BARBIÈRI – CA Reims, ch. civ., sect. 1, 29 nov. 2022, n° 21/02285
- BJS201m6 • **Société d'expertise comptable sous-traitant des travaux à des non-professionnels : double danger !** 46  
Jean-François BARBIÈRI – Cass. crim., 4 oct. 2022, n° 21-85594, F-B

## RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS201o9 • **De quelques fautes reprochées par le dirigeant caution à une banque** 49  
Jean-Jacques ANSAULT – CA Rennes, 3<sup>e</sup> ch. com., 20 sept. 2022, n° 21/03375
- BJS201n4 • **Le technicien nommé par le juge-commissaire est-il réellement soumis au principe du contradictoire ?** 52  
Guillaume GRUNDELER – Cass. com., 5 oct. 2022, n° 22-13290, F-D

## DOCTRINE

- BJS201r1 • **Loi de finances 2023** 55  
Edouard de LAMY
- BJS201q7 • **Propositions françaises et européennes pour ouvrir le vote multiple aux sociétés entrant en bourse** 63  
Alain PIETRANCOSTA

## Table of Contents

- » Foreword and Introduction
- » Islamic Finance and Dispute Resolution



OGEL & TDM are supported by the CEPMLP

## FOREWORD AND INTRODUCTION

### Foreword

*Dr. Rami Sulaiman Abudaqqa  
International Islamic Centre for Reconciliation and Arbitration (IICRA)*



المركز الإسلامي الدولي للتصالح والتحكيم  
International Islamic Centre For Reconciliation and Arbitration  
Centre International islamique de Reconciliation et d'Arbitrage

### Foreword

It's my immense pleasure to write this foreword to this Transnational Dispute Management (TDM) Special Issue on **Islamic Finance and Dispute Resolution**, edited by Professor Dr. A. F. M. Maniruzzaman, an Honorary Fellow and International Arbitrator of the International Islamic Centre for Reconciliation and Arbitration (IICRA).

There is no doubt that Islamic finance is progressively growing as an emerging phenomenon of global finance in the wake of recent financial crisis worldwide in the last two decades and is expected to play its significant role in the years ahead. This is more so in the context of the serious consideration about Islamic finance given by some major international financial institutions including the World Bank for financing the UN Sustainable Development Goals Agenda 2030. The increasing role of Islamic finance in trade, commerce and investment in both the Muslim and Non-Muslim worlds will be palpably felt in the world economy in the years ahead. Islamic finance will thus play a noticeable role along with conventional finance as in Non-Muslim countries the former is becoming ever so popular and high in demand.

It has to be noted that with this growing trend in the world economy, the prospects of disputes arising out of financial transactions are not out of the question. For a sound growth of Islamic finance and its prospective significant role in the world economy a sound legal infrastructure of dispute resolution in the field of Islamic finance is very important.

It is interesting to see that this TDM Special Issue has attracted experts and practitioners from various regions of the world and their contributions on diverse subjects will certainly enhance knowledge of Islamic finance and dispute resolution and contribute to the development of a sound legal infrastructure of Islamic dispute resolution.

Given the absence of specific legislation, and judicial or arbitral bodies specialized in organizing the settlement of all kinds of disputes based on the principles of Islamic Shari'ah governing the transactions of almost 25% of the world's population, whose

[26] Commission on Arbitration and ADR, ICC Commission Report: Financial Institutions and International Arbitration 18 (Mar. 2018), <https://iccwbo.org/content/uploads/sites/3/2016/11/icc-financial-institutions-and-international-arbitration-icc-arbitration-adr-commission-report.pdf>.

[27] Hakimah Yaacob, Marjan Mohammad, & Edib Smolo, *International Convention for Islamic Finance: Towards a Standardisation*. [https://www.researchgate.net/publication/333118798\\_International\\_Convention\\_for\\_Islamic\\_Finance\\_Towards\\_a\\_Standardisation](https://www.researchgate.net/publication/333118798_International_Convention_for_Islamic_Finance_Towards_a_Standardisation).

[28] See <https://www.mediaoffice.ae/news/2020/May/06-05/UAE-Launches-Initiative-to-Build-Unified-Global-Legislative-Framework-for-Islamic-Finance>.

[29] See Islamic Financial Outlook (2022 edition), available at: <https://www.spglobal.com/ratings/en/research/pdf/articles/islamic-finance-outlook-2022-28102022v1.pdf>.

The Report states: "Over the next 12 months, we expect some progress on the unified global legal and regulatory framework for Islamic finance that the *Dubai Islamic Economy Development Centre* (DIEDC) and its partners are developing. DIEDC embarked on this project with the Islamic Development Bank, the United Arab Emirates Ministry of Finance, and several other advisors in 2020."

[30] *Ibid.*

[31] See Kilian Bälz, "Sharia Risk? How Islamic Finance Has Transformed Islamic Contract Law" (Occasional Publications 9, September 2008, Islamic Legal Studies Program, Harvard Law School) p.26.

[32] See <https://lexislamica.com/index.php/2019/11/02/introduction-to-islamic-law-as-international-law/>.

[33] Asian Development Bank <https://www.adb.org/what-we-do/sectors/finance/islamic-finance>.

[34] See the English Court decisions *Beximco Pharmaceuticals Ltd, Bangladesh Export Import Co. Ltd., Mr. Ahmad Solail Fasiuhur Rahman, Beximco (Holdings) Ltd. v. Shamil Bank of Bahrain E.C.* [2004] EWCA Civ 19; *Investment Dar Co KSCC v Blom Development Bank Sal* [2009] EWHC 3545; *Bank Islam Malaysia Bhd v Azhar Osman & Other Cases* [2010] 5 CLJ 54 [2010] 1 LNS 251; and *Cameron Partners L.P. v. Louisiana Offshore Holding LLC & Ors* [2009].

[35] For example, see Farouq Saber Al-Shibli, "Litigation or Arbitration for Resolving Islamic Banking Disputes", 32 *Arab Law Quarterly* (no.4, 2018), p.413. Available here: <https://www.jstor.org/stable/27073515>.

[36] See above (footnote 34).

[37] *Sukuk Template Prospectus, Sukuk Template Sale and Substitution Undertaking*.

[38] Available at: [https://admin.aiac.world/uploads/ckupload/ckupload\\_2021101035047\\_27.pdf](https://admin.aiac.world/uploads/ckupload/ckupload_2021101035047_27.pdf).

[39] Available at: <https://www.iicra.com/arbitration/#arbitration-rules>.

[40] Available at: <https://primefinancedisputes.org/page/p-r-i-m-e-finance-arbitration-rules>.

[41] Art. 2 AIFC Constitutional Statute. See Nicolás Zambrana-Tévar, "The Court of the Astana International Financial Center in the Wake of its Predecessors", *Erasmus Law Review* (September, 2019, Issue no.1). Available at: <http://www.erasmuslawreview.nl/tijdschrift/ELR/2019/1/ELR-D-18-00027>.

[42] ICC Commission Report: Financial Institutions and International Arbitration (March 2018) para 117. Available at:

<https://iccwbo.org/content/uploads/sites/3/2016/11/icc-financial-institutions-and-international-arbitration-icc-arbitration-adr-commission-report.pdf>.

[43] Georges Affaki, 'Revamping of P.R.I.M.E. Finance Arbitration Rules Underway' *Kluwer Arbitration Blog*, January 20 2021 <http://arbitrationblog.kluwerarbitration.com/2021/01/20/revamping-of-p-r-i-m-e-finance-arbitration-rules-underway/>; See also, Arif H. Ali and David L. Attanasio, *International Investment Protection of Global Banking and Finance: Legal Principles and Arbitral Practice* (Wolters Kluwer, 2021).

[44] See Global Islamic Fintech Report (2022), available at: <https://salaamgateway.com/reports/global-islamic-fintech-report-2022>.

🔗 [Full article here](#)

## ISLAMIC FINANCE AND DISPUTE RESOLUTION

### PART I: The Landscape of Islamic Finance

#### Islamic Finance in OIC Countries and Sustainability

*Dr. Mahmoud Mohieldin*  
*Cairo University, International Monetary Fund*

*Dana Hamzah*  
*International Monetary Fund*

#### Abstract

This paper examines the role that Islamic finance can play in addressing the challenges created by the Covid-19 pandemic and in getting Organization of Islamic Cooperation (OIC) countries back on track to meet the SDGs. It draws on the heightened interest and the greater attention that Islamic finance has received since the global financial crisis (GFC).

The Islamic Financial Industry has evolved greatly within the past decade and has witnessed rapid growth, driven by enhanced Shari'a governance and more innovation in the digital landscape especially with the adoption of fintech. Several features underpin the expansion and performance of Islamic finance. Multilateral development institutions, including the World Bank and the Islamic Development Bank (IsDB), have longstanding programs to support the development of the industry and have used Islamic instruments to tap capital markets. Addressing key regulatory and governance issues will be essential for Islamic finance to achieve its full potential.

This paper explains how Islamic finance can create opportunities to increase the global reach of Islamic financial services and enhance financial inclusion. The paper draws upon the role of digitalization and sustainability to help OIC countries achieve the UN's 2030 Sustainability Agenda and put the SDGs back on track.

🔗 [Full article here](#)



## Prospects and Challenges of Issuance of Sukuk in Bangladesh: Lessons from Malaysia for Developing a Comprehensive Legal Framework for Bangladesh

*A.K.M. Raquibul Hasan*  
District Judges Court, Dhaka

### Abstract

(Will be added shortly, readers will be notified)  
The introduction of Islamic Bond Sukuk in Bangladesh has created a new source of funding for the government and private sector. A favourable legal framework is necessary for the growth of Sukuk in Bangladesh. The core objective of this paper is to examine the domestic legal framework of Sukuk and to find out its compatibility with international standards, more particularly with the Malaysian regime.

This paper offers a brief discussion on the prospects of Sukuk in Bangladesh and then outlines the challenges and limitations of the Sukuk market. Part five of this article investigates the loopholes in the existing regulations of Bangladesh. Finally, this paper argues that while Bangladesh has established a regulatory guideline for prudential management of Sukuk, there is still room for improvement for efficient operation and effective management of Sukuk. Notably, this paper explores the Malaysian legal regime to find out the critical areas of reform in Sukuk regulations in Bangladesh.

## Theory and Practice of Islamic Financing in Pakistan - A Legal Insight on National and International Issues for Investments in Pakistan Based on Hybrid Financing Structures and Banking Systems

*Dr. Nudrat E. Piracha*  
Samdani & Qureshi; ICADRP

### Abstract

This article explores the philosophy, theory, and practice of the Islamic Republic of Pakistan regarding Islamic Banking and Financing. It provides insights as to the evolution of the legal framework in Pakistan pertaining to Islamic Financing and the international issues that have generated from the uncertainty, unpredictability, and inconsistency in the present regime, identifying the risks posed to the system, which is in its infancy but surrounded by multiple legal frameworks in the international arena which are not complementary.

[Full article here](#)

## China and Islamic Finance: Past, Present, and Future

*Matthew S. Erie*  
University of Oxford

### Abstract

China's commercial and geostrategic interests increasingly deepen its trade and investment in Muslim countries throughout the world. In terms of compliance with local law, many Muslim countries feature mixed or hybrid legal systems, including common law, civil law, and sharia. Chinese enterprises have little experience with sharia compliance and Islamic finance. Domestically, whereas China has emerged as an innovator in such areas as fintech and digital commerce, Islamic finance is one field of transactional and financial regulation that is largely absent. While there is no inherent obstacle to Chinese commercial and financial institutions acquiring expertise in sharia-compliant Islamic banking, they nonetheless will experience a learning curve as the Chinese government promotes ties with Muslim countries.

This brief article reviews the short history of Islamic banking in China, assesses the current supply of sharia-compliant financial instruments for cross-border business between Chinese parties and counterparts based in Muslim states, appraises the demand of Chinese enterprises for Islamic banking products and services, and, lastly, suggests possible trajectories for the integration of Islamic finance into the political economy of China and Muslim states.

[Full article here](#)

## PART II: Jurisprudence and Law Applicable to Islamic Finance & Disputes

### Al-Maqāsid Al-Sharī'ah and Substantive Principles of Islamic Sharī'ah: Considerations for Islamic Finance Disputes and Sharī'ah-Based Arbitrations

*Professor Dr. Mohamed S. Abdel Wahab*  
Zulifar & Partners Law Firm

### Abstract

Over the past two decades, Islamic banking and financial products have exponentially grown at an accelerated pace and on a global scale. Disputes involving applicable Shari'ah principles to financial transactions have also proliferated and have been considered by both secular and Islamic tribunals/courts.

That said this article aims at disambiguating the doctrine of Al-Maqāsid Al-Sharī'ah (objectives / aims of Islamic law) as a fundamental concept of Islamic law and finance. It also aims at analyzing

some of the general legal maxims and jurisprudential principles of Shari'ah law. The importance of the doctrine of Al-Maqāsid Al-Shar'iyah and the jurisprudential principles of Shari'ah law transcends the boundaries of Islamic finance transactions and represents a fundamental tenet that guides any conducive Ijtihad (diligent research) across all aspects of Islamic law. This doctrine defines the philosophy underlying Islamic norms and principles and is undoubtedly crucial for arbitral tribunals when confronted with questions of Islamic Shari'ah and when asked to make determinations based on applicable Islamic legal principles.

[Full article here](#)

### Islamic Finance Disputes Settlement under Shi'a Jurisprudence and Iranian Legal System

*Dr. Seyed Nasrollah Ebrahimi  
Faculty of Law & Politics, University of Tehran*

*Dr. Seyed Mehdi Ebrahimi  
Sheffield University Management School*

#### Abstract

Islamic finance arrangements are moving fast to counter not only the Islamic markets but also other non-Islamic countries. Due to the new features of such arrangements and the lack of established best practices in the current markets, Islamic finance arrangements are bound to encounter disputes throughout the Islamic finance application. Islamic finance disputes like other disputes could be settled by various mechanisms under both Shi'a jurisprudence and the legal system of Iran. However, due to the complexities and technical nature of the Islamic finance disputes, a particular consideration should be given to the quality of the knowledge and the level of expertise and experiences of the individuals or panel of Islamic jurists and experts who could settle such disputes.

In this article, a debate is presented that the conventional disputes settlement mechanism including the ordinary court litigation or conventional arbitration or even normal ADR have failed to show that they are fit for the purposes when dealing with the settlement of the Islamic finance disputes, but rather, special scholarly Islamic jurists and expert to the level of ijtihad is required to understand the concept, nature, characters and complexities of the Islamic finance instruments and their related disputes in order to settle such disputes.

This article concludes that comprehension of the Islamic finance arrangements, both on a technical level (as a matter of fact) and Islamic law level (as a matter of law) demands an Islamic expert or jurist, who ought to be well trained and qualified, even to the level of Ijtihad in order to hear the Islamic finance disputes and settle the issues according to the Islamic law, particularly Shi'a

jurisprudence, where the Iranian legal system is originally driven from.

It is also concluded that for the Islamic scholars and Shi'a jurists and experts to settle the Islamic finance disputes, particular attention should be given to the established Islamic jurisprudential principles, inter alia, the principle of la-zarara-wa-la-zerar ("no harm and no loss"), the principle of sulteh-e-mutlaqeh ("despotic dominion"), the principle of dhaman-e-qahri (non-contractual in the meaning of civil liability), the principle of tasbib ("causation") and the principle of itlaf ("dissipation").

It is driven from the writings of Shi'a scholars there are no harmful laws in the Islamic jurisprudence and there is no rule in Islam that justifies the harm. In other words, based on the principle of "la-zarara-wa-la-zerar" in Islam, any rule issued in the name of Islam that may inflict harm upon others or cause harmful effects to people, shall not be accepted, thus, should be removed.

[Full article here](#)

### Sharia as the Applicable Law in Islamic Finance Disputes

*Dr. Mohammad Hossein Tavana  
Tehran Regional Arbitration Centre*

#### Abstract

Compliance of a contract with Sharia is a major concern of parties, or at least one party to a contract, who chooses Islamic finance instead of conventional banking. In relation to dispute resolution, the same concern could exist. Despite the enormous development that has taken place in the Islamic banking industry, the issue of dispute resolution has remained underexplored and experienced serious challenges. A number of those challenges concern the choice of Sharia as the applicable law. This paper addresses the issue of Sharia as the applicable law in Islamic finance disputes in two parts. In the first part, the challenges when Sharia is chosen as the applicable law is spotted in light of the available case law from the English courts. The second part provides a proper solution to those challenges by proposing the application of the principles of Sharia concerning commercial transactions together with a complementary law.

[Full article here](#)

## Islamic Theory of Conflict of Commercial / Financial Law: A Proposition

*Prof. Dr. Anowar Zahid  
Centre for Research and Development (CRD), Eastern  
University, Dhaka, Bangladesh*

### Abstract

The parties to an international commercial/financial contract may choose a single law or a combination of laws like English law and Islamic law to settle their dispute that may arise therefrom. At the same time, they may choose a forum (law court or arbitral tribunal) belonging to an Islamic jurisdiction. Such a choice of law and forum deserve a theoretical inquiry from Islamic perspective since it gives rise to two important issues. First, if the choice is a single secular law and it conflicts with Shari'ah law in full or in part, then how the forum will reconcile the conflicts. It has to handle again the same issue where the choice is a combined one. Second, if the applicable law is solely Shari'ah, then the forum has to decide which school's (madhhab) fiqh (jurisprudence) will apply. This paper is a purely theoretical attempt to answer these two questions.

[Full article here](#)

## Reflection on Practical Aspects of Islamic Project Finance: Implications of Partnering with or Departing from Conventional Project Finance

*Yosra Abid  
Arab American Arbitration Center, Inc. (AAAC)*

### Abstract

Islam is not antagonist to market forces nor to market economy, and its attitude to international trade is positive. Profit is acceptable under Islam but there are restrictions on what a financier can do.

As conventional debt market is not always able to respond to the total debt financing requirements for some projects, an increasing percentage of capital-intensive projects have been financed not just from one source of debt finance, but from two or several sources, including Islamic project finance.

Expectations, that Islamic project finance offers advantages higher or at least comparable to conventional project finance, are truly challenging.

This article explores practical aspects of Islamic project finance that set it apart from conventional project finance, in addition to the main challenges facing its use at a larger scale.

It has been demonstrated in this article that, promoting Islamic project financing without defeating the merits of Islamic law, while not losing

sight of the need to enhance its competitiveness on the finance market, is a key challenge for Islamic project finance to win. In this context, a number of polemical issues, driven by concerns about mingling Islamic funds with other non-Islamic funds, in multi-sourced projects, are addressed throughout this article.

Because applying the very set of rules and laws to Islamic project finance as the conventional project finance, may disqualify the sharia-compliant character of a given Islamic financing transaction, the article further analyzes a variety of legal devices aiming at ensuring the application of sharia law to Islamic financing transactions at a potential dispute.

It is the goal of this article to help the reader gain exposure to some of the challenges that are facing Islamic project finance, and to some of the controversial issues that have been, or yet to be, dealt with in this respect.

[Full article here](#)

## PART III: Dispute Resolution in Islamic Finance - Methods, Institutions and Related Aspects

### Methods of Dispute Resolution for Islamic Finance: Litigation and Arbitration

*Anthony Connerty  
IDR Group*

#### Abstract

This article sets out the view of an English lawyer on aspects of Islamic Finance.

[Full article here](#)

### Litigation vs. Arbitration & ADR for Islamic Finance Disputes - Theory & Practice

*Sona Tsaturyan  
Schoenherr Attorneys at Law*

#### Abstract

As of 2019, the total Islamic Finance assets were around USD 2.88 trillion, while projections suggest an increase of volume reaching USD 3.69 trillion by 2024. Although the majority of those assets are concentrated in Muslim-majority countries, such as Iran, Malaysia, and Saudi Arabia, there is a clear trend of non-Muslim-majority countries (such as the USA or the United Kingdom) expanding their respective markets.

This ongoing internationalization of the Shari'a-compliant financial market may raise some concerns as to the familiarity of involved stakeholders with the technicalities of Islamic

financial instruments. When looking at the dispute resolution mechanisms concerning Islamic financial disputes a particular question arises as to which tribunal or rather which method of dispute resolution is the most suitable, considering that those disputes may be subject to Islamic law and its interpretation.

This paper aims to provide an overview of the Islamic financial instruments, which conform with Shari'a law and based on their specifications explore the suitability of litigation, arbitration and other methods of alternative dispute resolution for resolving disputes involving these instruments.

[↪ Full article here](#)

### Islamic Dispute Resolution versus Conventional Alternative Dispute Resolution

*Dr. Tariq Mahmood  
33 Bedford Row*

*Professor Satvinder Juss  
3 Hare Court*

*Arran Dowling-Hussey  
4-5 Gray's Inn Square*

#### Abstract

This Paper sets out to provide a brief introduction to the much under-appreciated and under used Islamic dispute resolution ('IDR') procedure with a view to explaining how it sits alongside conventional Alternative Dispute Resolution ('ADR') methods of dispute resolution. It draws upon the differences and similarities between the two systems. A detailed understanding of the two, it argues, enables one to use IDR dispute resolution processes effectively and efficiently, based on a comprehensive understanding of well-known Islamic legal paradigms, which can prove to be of great utility for the wider ADR community.

[↪ Full article here](#)

### Semi-Secular Arbitration in Islamic Banking and Finance Disputes: The Proposal Revisited

*Dr. Gordon Blanke  
Blanke Arbitration LLC*

#### Abstract

This article explores the case for semi-secular arbitration as a viable form of dispute resolution in the Islamic finance industry. In doing so, it revisits a proposal made in favour of semi-secular arbitration of Islamic banking and finance disputes on a previous occasion and confirms the procedural and commercial viability of semi-secular arbitration in the field.

More specifically, semi-secular arbitration charts a middle way between traditional forms of Islamic arbitration, which pay deference to the requirement for Shari'a compliance, on the one hand and secular arbitration that operates outside the context of the Islamic faith and as such poses a Shari'a compliance risk on the other. In a globalising world in which Islamic finance products attract Muslim and non-Muslim investors alike, semi-secular arbitration will allow disputing parties to mitigate the Shari'a risk by facilitating Shari'a compliant dispute resolution in a forum that is acceptable and accessible to non-Muslim investors without placing them at a perceived procedural disadvantage whilst providing the comfort of a Shari'a compliant outcome.

[↪ Full article here](#)

### Islamic Finance Disputes Settlement in Saudi Arabia

*Dr. Fahad Alrefaei  
Alrefaei & Aldahash law firm*

#### Abstract

(Will be added shortly, readers will be notified)  
It is indisputable that increasing the capital of projects would contribute to achieving economic and social development in any given society. Besides achieving multiple other advantages, this development includes more significant employment opportunities that would inevitably lessen burdens on the public budget, more profits, and a greater possibility of providing goods and services to beneficiaries and customers at a fair price with high quality.

In order to address the problems arising from traditional financing and the result of economic thought, and in light of such significant difficulties faced by the project executives as the exaggeration of credit-granting institutions, as well the unfair terms to the point of incapacity, many countries have begun to aspire to legalize financing in some forms.

In this regard, it is noteworthy that Saudi Arabia is one of the pioneers in credit financing and has taken measures to regulate disputes resolution between the borrower and the financial institutions. The Saudi regulator assured to solve the financing problems of the Quasi-Judicial Committees, as the third clause of the Royal Decree No. (M / 59), dated 13/8/1433AH, approved the formation of a committee named "Committee for Resolutions of Financial Disputes and Violations" until the establishment of specialized courts.

It was clear that there was an increase of the volume of cases presented to Committees for Resolutions of Financial Disputes and Violations. With the issuance of the Judicial Fees Law No. (M/16), dated 30/1/1443 AH, it became necessary to find alternative methods to resolve disputes between the parties of contracts of Islamic financing

(banks, and borrowers, private companies and governments).

The paper reaches the conclusion showing the increasing rates of project financing through Islamic banks. Therefore, the researcher appeals to the Saudi Central Bank for the necessity of contributing to the problems of the accumulation of funding cases submitted before the Committees for Resolutions of Disputes by spreading the arbitration culture in the Kingdom and directing various banks to resolve financing disputes which are in line with the Kingdom's Vision 2030.

## **The Qatar Financial Center Court and How it can Attract Islamic Finance Arbitration**

*Professor Ilias Bantekas  
Hamad bin Khalifa University, College of Law*

### **Introduction: is There a Distinct Islamic Arbitration?**

There are at least three types of arbitral processes, which although share many common elements, can be characterized as distinct models. If the common type of commercial arbitration is the norm, then investor-state arbitration (especially under ICSID) is distinguishable because of the absence of privity (regarding the agreement to arbitrate) in BITs and domestic arbitration laws. Moreover, enforcement is in-built in the ICSID Convention and does not require a distinct mechanism, such as the New York Convention. In equal manner, consumer arbitration is always conditioned (at least in the EU context) on balancing the interests of the weaker party (the consumer) against powerful corporations. What might be viewed as abusive or highly asymmetrical in consumer arbitration is unproblematic in commercial arbitration.

Where does Islamic, or Islamic finance arbitration fit into this general system of arbitration? The fundamental question as to whether arbitration in general is Sharia-compliant is beyond contention. In fact, it is a preferred method of dispute resolution in Muslim practice and the only reason why doubts even exist, is because Muslims felt manipulated and ultimately wronged by several high-stake arbitrations that showed little respect (but mostly no understanding) of Islamic law as the parties' chosen governing law. Beyond this, however, there is no such thing as a distinct arbitral process of resolving Islamic finance disputes, other than through ordinary commercial arbitration. Muslims and non-Muslims writing on Islamic finance arbitration typically conflate Islamic law with the ordinary arbitral legislation of Muslim majority states.

There are three unique features that shape Islamic finance arbitration, but these do not render it in any way distinct and in fact they reinforce the application of general commercial arbitration. These features are: a) the distinct nature of the contract, as dealing with a very specialized subject matter; b)

by necessity of the contract's subject matter, it is self-evident that the parties will choose (although there is no compulsion to do so) Islamic law as its governing law and; c) the procedural rules chosen by the parties may be Sharia-compliant, wholly or partially.

This article will examine the following matters: a) Islamic law as the governing law of contracts; b) the absence of a distinct Islamic arbitral process, as such; c) the relative conformity of public policy exceptions with industrialized arbitration-friendly states and; d) whether there is a need for a global hub for Islamic finance arbitration, with particular emphasis on the Qatar Financial Center (QFC) and its specialized court. The article will endeavor to show that Islamic finance arbitration is still in its infancy and there is no reason to fear the secularization of its essential elements by the referral of disputes to secular arbitral institutions. Quite the contrary, any introversion will surely decrease the already low volume of global Islamic finance transactions and this will be detrimental not only to the industry but will contribute to the poor image of Islamic finance as a largely redundant and inflexible set of rules. This is hardly the case and should be avoided at all cost.

*Footnotes omitted from this introduction.*

🔗 [Full article here](#)

### **Liquidated Damages for Late/Non-Compliance with an Arbitration Award - Dealing with the Prohibition of Riba under Shari'ah in Awarding Post-Award Interest in International Arbitration**

*Dr. Shahab Jafari Nodoushan  
Islamic Azad University of Tehran*

*Elahe Jahangard  
Divan Solh Law Firm*

#### **Abstract**

This article discusses the impact of the prohibition of Riba (interest) under Shari'ah on the ability of dispute settlement body (in particular an arbitral tribunal) to award post-award interest and on the enforcement of such awards in those Islamic countries that their legal systems are strongly influenced by principles of Shari'ah. It argues that this problem can be solved by issuing an award on specific performance combined with an award on liquidated damages for late/non-compliance with the arbitration award. In such circumstances, it is highly recommended that parties agree on such damages in advance. This approach secures the claimant's right to a reasonable interest on damages and provides leverage for voluntary compliance with an arbitration award.

🔗 [Full article here](#)



## The Significant Role of Shariah Advisory Council (SAC) in Dispute Resolution Mechanisms: The Evolution of Regulatory Framework in Malaysia

*Dr. Nor Razinah Mohd. Zain  
Professor Dr. Aznan Hasan*

*International Islamic University Malaysia (IIUM)*

### Abstract

The continuous growth of Islamic financial services globally indicates the growing interest and acceptance from the relevant stakeholders for ethical financing and faith-based financial system. A progressive demonstration in product innovations and governance can be traced in many countries that participate in the Islamic financial services industry (IFSI). However, such demonstration is still lacking when it comes to dispute resolution mechanisms. Depending on regulatory challenges that need to be faced by the IFSI in these respective countries, there is a crucial need to find a suitable dispute resolution forum that is able to appreciate both of the existing laws and Shariah-compliance nature that may be questioned when a dispute arises.

Looking close to the evolution of IFSI in Malaysia, they provide an innovative way in their regulatory system to impose a serious consistency in adhering to Shariah-compliance nature and the existing laws in their industry. With the increasing number of legal disputes that emerged from IFSI, the introduction of Shariah Advisory Council (SAC) gains a significant role in crafting the way for a better dispute resolution strategy. By adopting qualitative and doctrinal legal methodologies, this research is conducted to trace the crucial role of SAC in dispute resolution mechanisms within Malaysian regulatory framework. It is found that the involvement of SAC in the process of legal settlement is a unique legal innovation that may be followed in other jurisdictions.

### Analysis of Third-Party Funding within the Islamic Framework

*Can Eken  
Durham Law School*

### Abstract

Third-party funding (TPF) is an investment made by funders to finance the legal costs of litigation or arbitration in return for remuneration. It is a non-recourse investment; if the funded party loses, the funder does not receive any return, and consequently loses all their investment. It is a growing trend in litigation and arbitration proceedings, as the last decade has seen a proliferation of TPF cases across the globe. Indeed, the funding mechanism has become so ubiquitous that it has spread to Muslim countries. An example is the United Arab Emirates, the Dubai International Financial Centre (DIFC) published the practice

direction No. 2 on TPF in the DIFC courts in 2017. In Islamic finance, profit and loss sharing is as fundamental as it is in third-party funding, since the funder assumes the risk of legal proceedings. Thus, TPF might be expected to fit very well into the framework in Islamic Law. However, an analysis of its compatibility with Sharia Law might unravel a far more complicated picture. Using doctrinal analysis, this article answers the question of whether TPF arrangements comply with Sharia Law. It concludes that TPF as a financial tool within Islamic finance is indeed in accordance with Sharia Law.

This article comprises five sections. The first section begins with an introduction which sets out the overarching aim of the paper and the research question. The second section then proceeds to explain the working mechanism of TPF arrangements. The third section describes the Islamic financial framework and the major schools of Sharia law. The fourth section analyzes the compatibility of TPF in each of the seven major schools of Sharia Law, including four Sunni doctrines (i.e., Hanbali, Maliki, Shafi'i and Hanafi) and three Shia doctrines (i.e., Isna Ashari, or Jafari, Ismaili, and Zayadi). The fifth and last section concludes the article, which positions TPF as a new vision within the context of Islamic jurisdictions, particularly in Sharia. Overall, the article highlights the significance of a developing funding market that promotes access to the judicial system and to justice.

[Full article here](#)

### IICRA - Arbitration & Reconciliation Rules

#### Rules

Arbitration & Reconciliation Rules of the International Islamic Centre for Reconciliation and Arbitration (IICRA) which came into effect on 17 December 2020.

*Republished with kind permission as part of the TDM 6 (2022) Special Issue on Islamic Finance and Dispute Resolution.*

[Full article here](#)

### IICRA - Professional Islamic Code of Ethics for Arbitrator

#### Code of Ethics

The arbitrator's mission is to achieve justice and equality between the disputants, and it is a common objective of a judge's mission. The arbitrator appointed by International Islamic Centre for Reconciliation and Arbitration (IICRA) shall abide by the Code of Conscience leading to achieve justice between the disputing parties with professionalism, honesty, sincerity, and objectivity. The nobility of Arbitrator's task requires him to adhere to the professional Code of Ethics in order to exercise his

duties and responsibilities. The breach of such Codes or any of them by him may held him accountable, in the event of default, misconduct, or intentional breach, which may cause serious harm to the parties.

*Republished with kind permission as part of the TDM 6 (2022) Special Issue on Islamic Finance and Dispute Resolution.*

[Full article here](#)

**Subscriptions** - For subscription info (fees, single and multi user licences) visit our website.

**Copyright & Disclaimer** - © Copyright TDM 2022. Please visit our website at [www.transnational-dispute-management.com](http://www.transnational-dispute-management.com) for our terms & conditions notice.



## About TDM (ISSN 1875-4120)

Transnational Dispute Management is a peer-review online journal publishing about various aspects of international arbitration with a special focus on investment arbitration. Since the first issue was published in 2004 it has gained popularity among a large number of law firms, academics and other professionals in the field of arbitration. A TDM subscription includes **A)** access to the journal; **B)** OGEMID membership; and **C)** the Legal & Regulatory database.

Unfamiliar with our OGEMID forum? Feel free to apply for a free trial membership via [transnational-dispute-management.com/ogemid/](http://transnational-dispute-management.com/ogemid/)

## TDM Published issues:

### 2022

- TDM 6 (2022) - Islamic Finance and Dispute Resolution
- TDM 5 (2022) - Regular issue
- TDM 4 (2022) - The Future of Investment Law in Latin America; El Futuro del Derecho de las Inversiones en América Latina

### 2021

- TDM 3 (2022) - 2021 SOAS Arbitration in Africa Conference - Navigating the Interests of African States in Int'l Arbitration and Mediation
- TDM 2 (2022) - VI Symposium on Salient Issues in Int'l Arbitration: Does a Transnational Legal Order Exist in Int'l Arbitration?
- TDM 1 (2022) - Insolvency Proceedings and Arbitration

- TDM 6 (2021) - FDI Moot 2021
- TDM 5 (2021) - Old and New Disputes in Aerospace Law
- TDM 4 (2021) - The African Continental Free Trade Area Agreement (AfCFTA) (1 of 3)
- TDM 3 (2021) - Regular issue
- TDM 2 (2021) - The Impact of the COVID-19 Crisis on Challenges in International Transactions and International Dispute Resolution
- TDM 1 (2021) - Maritime Law Arbitration: Procedural and Substantive Issues

### 2020

- TDM 7 (2020) - FDI Moot
- TDM 6 (2020) - State-Controlled Entities
- TDM 5 (2020) - The Interaction Between International Investment Law and Special Economic Zones (SEZs)
- TDM 4 (2020) - International Arbitration in Times of Economic Nationalism
- TDM 3 (2020) - The United States Mexico Canada Agreement (USMCA)
- TDM 2 (2020) - Regular issue
- TDM 1 (2020) - Post-soviet and Greater Eurasian Space

### 2019

- TDM 6 (2019) - FDI Moot 2019
- TDM 5 (2019) - Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP)
- TDM 4 (2019) - African Extractive Sector (FDI)
- TDM 3 (2019) - Cybersecurity in International Arbitration
- TDM 2 (2019) - Judicial Measures and Investment Treaty Law
- TDM 1 (2019) - Modernisation of the Energy Charter Treaty (ECT)

### 2018

- TDM 7 (2018) - Strategic Considerations in Energy Disputes
- TDM 6 (2018) - FDI Moot 2018
- TDM 5 (2018)
- TDM 4 (2018) - Time and Cost Issues in International Arbitration
- TDM 3 (2018) - Sir Elihu Lauterpacht QC